

Annexe n°5

Carte de zonage relative à l'assainissement collectif

Commune de Saint-Sulpice-de-Mareuil

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

RECUEIL DE DONNÉES
INVESTIGATIONS DE TERRAIN
PROPOSITIONS DE SCÉNARI
ETUDE TECHNICO-FINANCIÈRE
CHOIX DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Etude réalisée avec la participation des
partenaires suivants :

Conseil Général
de la
Dordogne



Agence de l'Eau
Adour Garonne

Communauté de Communes du
Pays de Mareuil-en-Périgord
12, rue Pierre Degail
24 340 MAREUIL-SUR-BELLE

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES



☎ : 05.53.60.31.96
Fax : 05.53.60.31.97

Pays de Mareuil
en
Périgord

IRIS
conseil
AMENAGEMENT

Bureau d'Etudes

IRIS conseil Aménagement

Centre Athéna - 58, rue du grand Faubourg
28000 - CHARTRES

☎ : 02.37.21.21.00 / Fax : 02.37.21.44.00

Web : www.irisconseil.fr / Email : chartres@irisconseil.fr

Responsable projet		Approuvé par	Vérifié par	N° d'affaire	N° Pièce
SAULNIER M.		SAULNIER M.	FOUREAU N.	Vm81-24	1
Indice	Date	Réalisé par	Observations		
0	05/09/03	MIGNON L.	Version Initiale		

1.3 - CONCLUSION GENERALE

La commune a opté par délibération en date du 19 juin 2003 (présentée page suivante) :

- pour une solution en assainissement non-collectif pour tous les hameaux de la commune ne disposant pas déjà d'un réseau d'assainissement collectif,
- Pour la conservation en assainissement collectif des habitations du Bourg actuellement raccordées au réseau existant.

Pour le hameau de la Gonterie comme pour les autres, la solution non-collective reste la solution la plus judicieuse et financièrement la plus viable pour les administrés. La commune reste dans l'obligation de mettre en place un service de contrôle des installations pour la mise en conformité des dispositifs d'assainissement non-collectif. Les habitations récentes conformes à la réglementation actuelle et dont le dispositif de traitement fonctionne bien n'auront pas à être réhabilitées. Les principaux points noirs recensés sur la commune seront les premiers réhabilités. Il s'agit des habitations où une pollution est clairement démontrée avec risques d'insalubrité publique ou qu'une installation ne fonctionne pas.

Mairie
de
Saint Sulpice de Mareuil

EXTRAIT REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers :

en exercice	11
présents	10
votants	10

L'AN DEUX MIL TROIS

le : 19 juin 2003

le Conseil municipal de la commune de
dûment convoqué, s'est réuni en session
à la mairie, sous la présidence de M.

Saint Sulpice de Mareuil

Ordinaire

Raymond DOGNETON

Maire.

Date de la convocation du Conseil Municipal :

13 juin 2003

PRESENTS : MM. DOGNETON R.- M. A. GAUDOUT- J.L. AIMONT

M. LAFORET-L. GAUDOUT- M. DUVERNEUIL- S. DONNARY-

J.C. BROUILLAUD- C. DONNARY - LACROZE J.L.-

EXCUSEE: N. COMBEAU

Mademoiselle Marie-Annick GAUDOUT a été élue secrétaire.

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal le rapport fait par le
Cabinet RIRS CONSEIL concernant le zonage d'assainissement des hameaux de
la commune, afin de proposer et de déterminer les différents modes d'assainisse-
ment envisagés pour chaque zone.

Il est possible de retenir trois types de zones d'assainissement: collectif, non collectif
ou mixte, selon le type d'habitat et le parcellaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité:

* de privilégier les assainissements non-collectifs, notre habitat étant
dispersé, sur les hameaux de:

la Gonterie, Pommier, Le Bourg ANC, l'Age, la Forge de Rudeau, Piacaud,
le Genêt, la Roussie, La faye, Faucharas.

Fait en mairie,

Les jour, mois et an que dessus,

Au registre sont les signatures,

Le Maire,



[Handwritten signature]

OBJET :

N° 18

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

certifié exécutoire

çu en Préfecture

94-06-03

Publié ou Notifié

94-06-03

Annexe n°6

Arrêté des travaux projetés par
le SIAEP de Mareuil sur Belle
pour la création des périmètres de protection
du point de prélèvement d'eau potable
et pour la détermination
des volumes d'eau à prélever

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
, place Francheville

24016 PERIGUEUX Cédex

él : 53.09.84.57
Télex : 570 603 Minagric Pergx

PERIGUEUX, le 26 AVRIL 1991

/Réf : S.2 GP/AD n° 70

Dossier suivi par G. POULAIN
Boite 379

NATURE DES PIECES : SIAEP DE MAREUIL SUR BELLE

Arrêté préfectoral en date du 09/04/1991, portant déclaration d'utilité publique des travaux projetés par le SIAEP de MAREUIL SUR BELLE, en vue de l'alimentation en eau potable, pour la création des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau potable et pour la détermination des volumes d'eau à prélever.

B O R D E R E A U D E T R A N S M I S S I O N

DESTINATAIRES	Nbre	OBSERVATIONS
M. le Sous Préfet de NONTRON	1	Pour information et suite à donner.
M. le Président du SIAEP	1	"
M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	1	"
M. le Directeur Départemental de l'Equipement (URBANISME)	1	"
M. le Directeur de l'Agence de l'Eau ADOUR GARONNE (M. CUAZ)	1	"
M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche - BORDEAUX	1	"
M. l'Ingénieur Subdivisionnaire NIR AQUITAINE - PERIGUEUX	1	"
M. le Maire de St SULPICE DE MAREUIL	1	"
M. le Maire de RUDEAU LADOSSE	1	"
M. le Maire de CHAMPEAU ET LA CHAPELLE POMMIER	1	"
M. le Chef de Centre de la CISE RAZAC	1	"

Le Directeur Départemental de l'Agriculture
et de la Forêt



PRÉFECTURE
DE LA
DORDOGNE

DIRECTION
DES
ACTIONS DE L'ÉTAT

BUREAU DE L'URBANISME
ET DE L'ENVIRONNEMENT

RÉFÉRENCE A RAPPELER

N°

DATE

CB/CN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

A R R E T E

portant déclaration d'utilité publique des
travaux projetés par

le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de
MAREUIL SUR BELLE

en vue de l'Alimentation en eau potable

- pour la création des périmètres de protection
du point de prélèvement d'eau potable
- pour la détermination des volumes d'eau à prélever

*

LE PREFET DE LA DORDOGNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU les délibérations concordantes des Conseils Municipaux des Communes décidant
la constitution du Syndicat en vue de l'exécution des travaux destinés à l'alimen-
tation en eau potable ;

VU le Code des Communes et notamment ses articles 163.1 et 166.1 ;

VU le Code de l'expropriation et notamment les articles L 11.1 à L. 11.8 et R 11.1
à R 11.31 ;

VU l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;

VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le décret n° 61.859 du 1er Août 1961 modifié et complété par le décret
n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique
pris pour l'application de l'article L. 20 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de
protection des points de prélèvements d'eau destinée à l'alimentation des
Collectivités humaines ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des
eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi
n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux
et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret modifié n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité
foncière (article 3620) et le décret d'application modifié n° 55.1350 du
14 octobre 1955.

VU le décret n° 76.432 du 14 Mai 1976 modifiant le décret n° 59.701 du 6 Juin 1959
portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête
préalable à la déclaration d'utilité publique, à la détermination des parcelles à
exproprier et à l'arrêté de cessibilité et portant dispositions diverses pour
l'application du Titre III de la loi n° 75.1328 du 31 décembre 1975.

VU le projet de création des périmètres de protection du point de prélèvement d'eau potable, de détermination des volumes d'eau à prélever à entreprendre par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable DE MAREUIL SUR BELLE.

VU le plan des lieux et notamment les plans et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection du captage.

VU les délibérations du 17 Juin 1988 et 31 Octobre 1990 du Comité du Syndicat de MAREUIL SUR BELLE adoptant le projet, créant les ressources nécessaires à l'exécution des travaux et portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par les dérivations et les propriétaires pouvant prouver avoir subi un dommage par les servitudes imposées par la création des périmètres de protection du point d'eau.

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 23 Novembre 1989.

VU les dossiers de l'enquête à laquelle il a été procédé conformément à l'arrêté préfectoral en date du 03 Décembre 1990 dans les communes de ST SULPICE DE MAREUIL, CHAMPEAU ET LA CHAPELLE POMMIER, RUDEAU LADOSSE ; en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux.

VU l'avis favorable du 11 Février 1991 de M. le Commissaire Enquêteur ;

VU le rapport du 29 Mars 1991 de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sur les résultats de l'enquête ;

CONSIDERANT que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 72.195 du 29 février 1972 ;

Sur la proposition de Monsieur le SECRETAIRE GENERAL de la Préfecture de la Dordogne ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'eau destinée à l'alimentation humaine.

ARTICLE 2 - Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'eau Potable de MAREUIL SUR BELLE, est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines du forage de LA FORGE DU RUDEAU, situé sur le territoire de la Commune de SAINT SULPICE DE MAREUIL.

ARTICLE 3 - Le volume à prélever par pompage par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'eau potable de MAREUIL SUR BELLE, ne pourra excéder :
27,77 litres/seconde, 100 m³/heure et 2 000 m³/jour.

Le Syndicat devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

ARTICLE 4 - Les dispositions prévues pour que les diverses prescriptions de l'article précédent soient régulièrement observées, ainsi que les appareils de jaugeage et de contrôle nécessaires devront être soumis par la collectivité à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, avant leur mise en service.

ARTICLE 5 - Conformément aux engagements pris, le Comité du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de MAREUIL SUR BELLE, dans sa séance du 31 Octobre 1990, le Syndicat devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection qui pourront prouver subir un dommage par les servitudes imposées par la création des périmètres de protection, sous réserve que ces servitudes ne soient pas déjà prévues par la réglementation générale.

ARTICLE 6 - Conformément à l'article L 20 du Code de la Santé Publique et en application des dispositions du décret n° 61 859 du 1er Août 1961, complété et modifié par le décret n° 67 1093 du 15 Décembre 1967 ; des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du forage de LA FORGE DU RUDEAU.

Le périmètre de protection immédiate, s'étendra, conformément aux indications du plan parcellaire et de l'état parcellaire annexés, sur les parcelles 147 - 479 - 482 section C 1 de la Commune de ST SULPICE DE MAREUIL.

Le périmètre de protection rapprochée, s'étendra conformément aux indications du plan parcellaire et de l'état parcellaire annexés, sur les parcelles :
89 - 91 - 92 section AD de la Commune de RUDEAU LADOSSE, 96 - 97 - 98 - 99 -
100 - 101 section AC de la Commune de RUDEAU LADOSSE, 3 - 11 - 12 - 307 - 308
309 - 310 - 311 - 312 section D de la Commune de St SULPICE DE MAREUIL, 138 -
139 - 140 - 141 - 143 - 144 - 145 - 146 - 148 - 151 - 152 - 153 - 154 - 155 - 157 -
480 - 481 section C1 de la Commune de St SULPICE DE MAREUIL.

Pour les parcelles 3 et 312 section D, 138 et 157 section C 1 de la Commune de St SULPICE DE MAREUIL, il sera procédé à des subdivisions cadastrales conformément au plan parcellaire annexé.

Le périmètre de protection éloignée, s'étendra conformément aux indications du plan au 1/25 000 annexé.

ARTICLE 7 -

7-1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

7-2 - A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée

7-2-1 - Dans le cadre de la réglementation générale

7-2-1-1 - Sont interdites, les activités polluantes et notamment :

- Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes à moins de 200 mètre du captage.
- L'ouverture et l'exploitation de carrière et de gravière.
- L'installation de décharges contrôlées, le dépôt d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et le déversement de tous les produits et matières susceptibles d'altérer directement ou indirectement la qualité des eaux.
- Les installations de stockage de produits chimiques ou de matières dangereuses.
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers, dépôts et déversement de matières dangereuses, de matières de vidange, etc...
- L'implantation de puits, forage ou tout ouvrage qui peut nuire à la salubrité des eaux.
- L'implantation de puits filtrant, puisard et puits perdu, destinés à l'évacuation d'eaux domestiques ou d'eaux pluviales.

7-2-1-2 - Sont réglementés :

- L'établissement ou l'extension d'étables ou stabulations libres et les élevages de volailles soumis à autorisation au titre de la législation sur les installations classées, dont les rejets polluants devront être évacués après stockage dans des ouvrages étanches.
 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides et de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux, qui devront être placées dans des gaines étanches.
 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées, qui devront être placés dans des gaines étanches.
 - L'épandage ou l'infiltration d'eaux ménagères ou d'eaux vannes qui pourront être autorisés après passage par une fosse septique, un bac dégraisseur et un filtre bactérien.
 - L'installation de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux qui devra être réalisée dans des réservoirs à sécurité renforcée en stockage enterré. En stockage non enterré les réservoirs seront placés dans une cuvette étanche et incombustible.
- Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures, qui devra être effectué sur une aire cimentée, et dont les rejets polluants devront être évacués après stockage dans des ouvrages étanches.
- Le dépôt et le stockage de matières fermentescibles qui devront être couverts.

7-2-2 - Dans le cadre de la réglementation spécifique au captage

7-2-2-1 - Sont interdits :

- l'ouverture d'excavations autres que celles nécessaires à l'implantation de canalisations et d'ouvrages d'adduction d'eau et d'assainissement.

7-2-2-2 - Sont réglementés :

- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail dont les abords devront être aménagés de manière à assurer l'évacuation des eaux polluées.

- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, qui peuvent être cause de pollution qui devront répondre strictement aux conditions d'hygiène fixées par le règlement sanitaire départemental, notamment en ce qui concerne le rejet des eaux vannes et des eaux usées. Les constructions existantes devront être en conformité avec cette réglementation.

- le remblaiement des excavations qui ne devra être effectué qu'avec des produits naturels, terres ou rochers à l'exclusion de tous déchets ou détritiques qu'ils soient.

7-2-2-3 - Les fossés de la voie communale n° 202 devant le portail et du chemin départemental n° 708 le long du grillage du périmètre immédiat seront aménagés de façon à évacuer les eaux drainées vers un exutoire.

7-3 - A l'intérieur du périmètre de protection éloignée

7-3-1 - La réalisation de tout autre forage, pour quelque motif que ce soit devra être autorisée par la Préfecture, avec si nécessaire, avis du Conseil Départemental.

ARTICLE 8 - Le Périmètre de protection immédiate dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, sera clôturé à la diligence et aux frais du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de MAREUIL SUR BELLE, sous contrôle du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, qui dressera procès-verbal de l'opération.

ARTICLE 9 - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 10 - Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de trois ans.

ARTICLE 11 - Le Président du Syndicat Intercommunal de MAREUIL SUR BELLE, agissant au nom du Syndicat est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu de l'ordonnance n° 58 997 du 23 Octobre 1958, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution du périmètre de protection immédiate. Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 12 - En application du présent arrêté, tout propriétaire qui voudrait établir ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé, devra faire connaître son intention à l'administration concernée en indiquant :

- Les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.
- Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'Hygiène Publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

ARTICLE 13 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 67 1094 du 15 Décembre 1967, pris pour l'application de la loi n° 64 1245 du 16 Décembre 1964.

ARTICLE 14 - Les servitudes instituées dans les périmètres de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques. Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

Le Président du Syndicat est chargé d'effectuer ces formalités.

ARTICLE 15 - Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la Collectivité, que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat, du Département ou d'autres Collectivités ou d'établissements publics.

ARTICLE 16 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Dordogne,
- Monsieur le Sous Préfet de NONTRON

- Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'eau Potable de MAREUIL SUR BELLE

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,

sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée :

- au Maire de la Commune de SAINT SULPICE DE MAREUIL,

- au Maire de la Commune de RUDEAU LADOSSE

- au Maire de la Commune de CHAMPEAU ET LA CHAPELLE POMMIER

- au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche.

Fait à PERIGUEUX, le 29 AVRIL 1971

LE PREFET :

Pour le Préfet

et par délégation

le Secrétaire Général,

Bernard JOUINEAU

Pour ampliation

Pour le Préfet

le Chef de Bureau délégué,


J. VALENTIN



MAREUIL SUR BELLE

de la FORGE DU RUDEAU

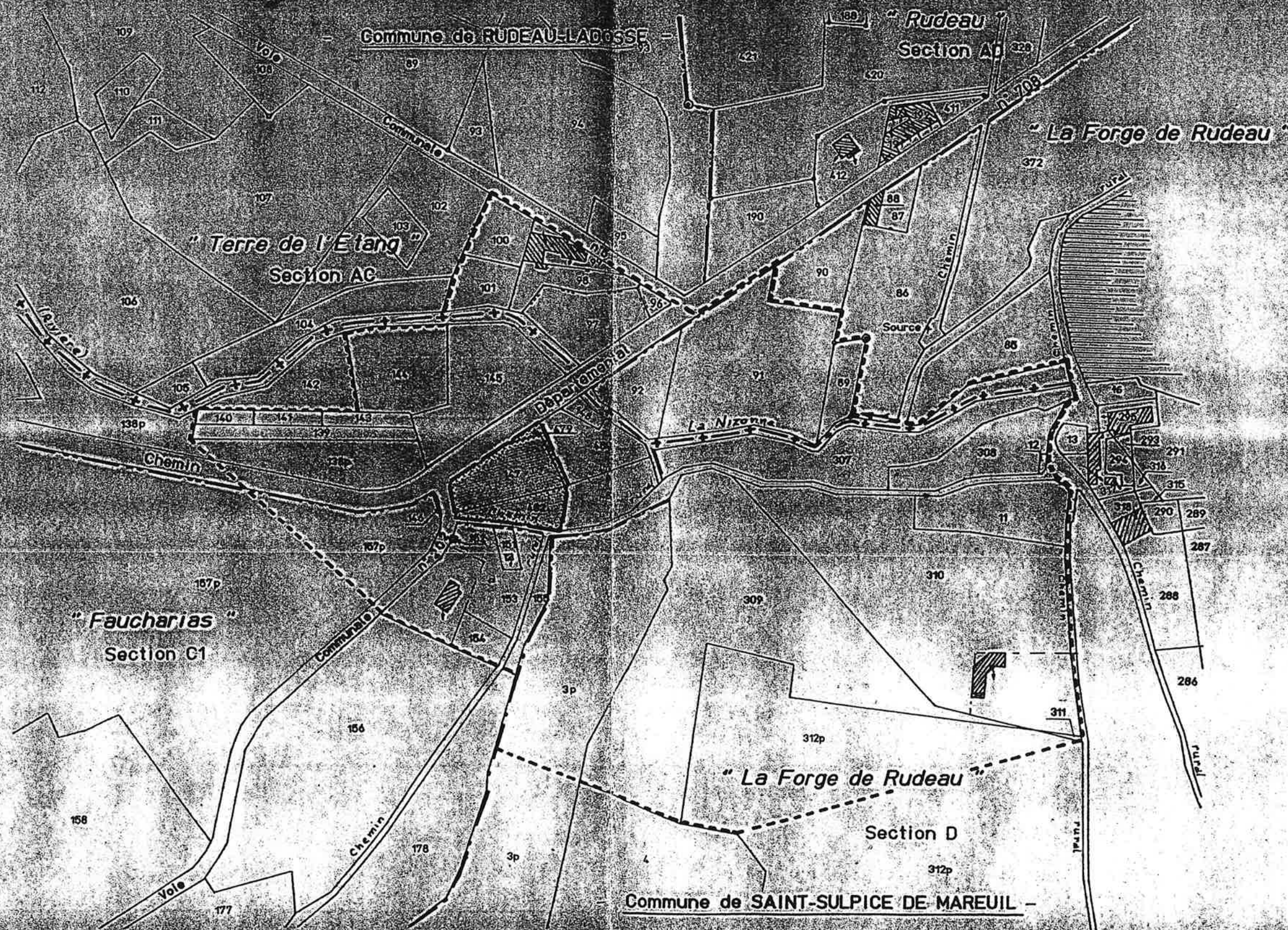
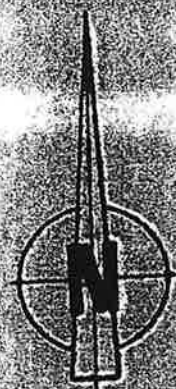
PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

1/25 000



PLAN PARCELLAIRE

Echelle 1/2 500



Périmètre de protection immédiate

Terrain appartenant au S.I.A.E.P. de la Région de Mareuil
Section C1: N° 147 479 et 482
Contenance: 266 48ca

Périmètre de protection rapprochée

CE PLAN UNIQUEMENT DESTINÉ AUX FORMALITÉS ADMINISTRATIVES,
NE PEUT SERVIR À DÉFINIR LES LIMITES DE LA PROPRIÉTÉ.

Assemblage des feuilles cadastrales
des communes de RUDEAU-LADOSSE
et SAINT-SULPICE DE MAREUIL
Situation cadastrale en date du
2 juillet 1990

Annexe n°7

Rapport du Service Départemental d'Incendie et de Secours

**Corps départemental des
sapeurs-pompiers**

Groupement des Services Opérationnels

Service Opération Prévision

SOP/PV/MC/N°3057

Dossier suivi par :

Le Service Opération Prévision

Périgueux, le **27 MARS 2006**

Le directeur départemental
des services d'incendie et de secours
chef du corps départemental

à

Aquitaine Géométrie
Madame Bénédicte Fortuné
35, rue Couleau
24600 Ribérac.

Objet : Elaboration de la carte communale de Saint Sulpice de Mareuil.
Vos références : 2005-R320-10.

Pièce jointe : 1 dossier.

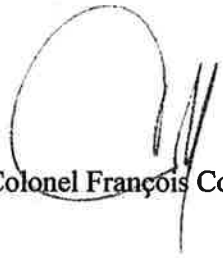
Par courrier en date du 14 février 2006, vous demandez au Service Départemental d'Incendie et de Secours un avis sur l'élaboration de la carte communale de St Sulpice de Mareuil.

Suite à l'étude du dossier, j'ai l'honneur de vous faire part des remarques suivantes :

- Créer une défense incendie aux lieux-dits :
 - Secteur 1 : "La Terre des Landes"
 - Secteur 3 : "La Roussie"
 - Secteur 4 : "Claud de Pommier"
- Renforcer la défense incendie aux lieux-dits :
 - Secteur 1 : "La Gonterie"
 - Secteur 2 : Le Bourg, côté "La Gonterie", le point d'eau le plus proche étant à une distance de plus de 400 mètres.

La création et/ou le renforcement de la défense incendie peuvent être assurés en fonction des possibilités hydrauliques par :

- soit l'implantation de poteaux d'incendie normalisés NFS 61 213 (120m3 utilisables en 2 heures sous une pression dynamique de 1 bar),
- soit une réserve incendie d'une capacité de 120 m3, ou réalimentée pouvant fournir 120 m3 utilisables en 2 heures.


Colonel François Colomès.

COMMUNE DE : ST SULPICE DE MAREUIL
PLAN PARCELLAIRE : MRL023

					INFORMATIONS DE LA DERNIERE VISITE				
N°	GENRE	TYPE	DOMAINE	SITUATION EXACTE	COORDONNEES	M3/H	P/D	P/STA	OBSERVATIONS
1	PI	100	Public	Lameaud : RD 708 et Chemin de la Rousselière	CL 0307/5038	80	1	11	Rien à signaler au : 07/06/2005
2	PI	100	Public	Corneuil : RD 708	CL 0307/5038	60	1	10	Rien à signaler au : 07/06/2005
3	PI	100	Public	Fauchérias	CL 0307/5038	110	1	8	Rien à signaler au : 07/06/2005
4	PI	100	Public	Pommier	CL 0308/5037	70	1	6	Rien à signaler au : 07/06/2005
5	PI	100	Public	Le Bourg : RD 708 et RD93	CL 0304/5037	140	1	4	Rien à signaler au : 07/06/2005
6	PI	100	Public	Placaud	CL 0305/5037	140	1	4	Rien à signaler au : 07/06/2005
7	PI	100	Public	Forage carrefour RD 708 Faucheries	CL 0308/5038	90	1	10	Rien à signaler au : 07/06/2005
8	PA	2m3	Public	La Gonterie	CL 0304/5038	25			Rien à signaler au : 07/06/2005
10	PI	100	Public	Le Bourg	CL 0305/5038	60	1	5	Rien à signaler au : 07/06/2005

Fin d'édition pour le plan parcellaire : MRL023